

DÉBATS

N'sougan AGBLEMAGNON. — Il est de notre devoir ici d'apporter chacun notre expérience, et les conférences africaines sur la science auxquelles j'ai assisté m'autorisent à prendre la parole devant vous.

La Conférence de Nairobi, en 1968, à laquelle participaient les ministres de l'Education et de la Science des Etats africains conscients de la nécessité d'engager la création de structures scientifiques, comprenait deux sections. L'une était présidée par M. M'Bow et l'autre par moi-même. Dans la section que je présidais, la question de la création, pour l'Afrique, par les universités et les centres de recherches, de « centres d'excellence », a été portée à l'ordre du jour. Du fait que cette conférence était organisée, conjointement par l'OUA et l'UNESCO, les Etats se trouvaient implicitement engagés dans le sens d'une politique de création de cette structure d'accueil pour la science et d'utilisation du potentiel scientifique actuellement disponible. Cette idée, qui n'a pas encore été pleinement réalisée, mérite d'être creusée et les savants que nous côtoyons devraient nous aider dans cette voie.

A la Conférence de Dakar de 1974, les délégations africaines ont affirmé que l'essentiel pour nous était de rechercher, à chaque moment, le genre de technologie qui correspondait à nos besoins et à nos capacités. Mais il est entendu que l'Afrique ne se refuse pas à prendre le wagon de tête de la science. L'Afrique, au contraire, voudrait participer à la science de pointe sans se cantonner dans des techniques périmées. Nous restons ainsi dans la ligne d'inspiration de Gaston Berger qui, inaugurant le Centre de Prospective, a bien montré qu'un professeur, formé aujourd'hui, ne sera peut-être rentable que dans quinze ans au moment où son savoir pédagogique et scientifique sera dépassé.

Nous pensons également que, quels que soient nos spécificités culturelles et nos problèmes, nous devons satisfaire à certaines exigences de la science universelle qui seules permettront son acclimatation chez nous. Nous plaçons dans la coopération internationale un très grand espoir. La plupart des pays africains ne peuvent s'offrir ni intellectuellement, ni matériellement ces structures d'accueil dont j'ai parlé, et moins encore les possibilités de formation de tous ces chercheurs et spécialistes dont a parlé M. Niang. Nous comptons beaucoup sur la coopération internationale ou bilatérale.

Mais ceci ne doit pas nous faire perdre de vue les efforts endogènes que l'Afrique fait pour se préparer à l'accueil de cette aide internationale. Cet effort prend la forme de politiques d'insertion de la science dans l'activité sociale, de politiques de formation de chercheurs et de création d'associations scientifiques pour créer un premier noyau d'une communauté de chercheurs, sans laquelle aucun chercheur isolé ne peut donner le meilleur de lui-même.